

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Québécoises deboutte!
Une anthologie de textes du Front de libération des femmes (1969-1971) et du Centre des femmes (1972-1975)¹ par
Véronique O'Leary et Louise Toupin

Réal Ouellet et Chantal Théry

Numéro 27, automne 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/39644ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ouellet, R. & Théry, C. (1982). Compte rendu de [Québécoises deboutte! Une anthologie de textes du Front de libération des femmes (1969-1971) et du Centre des femmes (1972-1975)¹ par Véronique O'Leary et Louise Toupin]. *Lettres québécoises*, (27), 70–73.

Tous droits réservés © Éditions Jumonville, 1982

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Québécoises deboutte !

Une anthologie de textes du Front de libération des femmes (1969-1971)
et du Centre des femmes (1972-1975)¹
par Véronique O'Leary et Louise Toupin.

« . . . l'histoire est plus
qu'une narration, c'est
un enjeu politique. »²

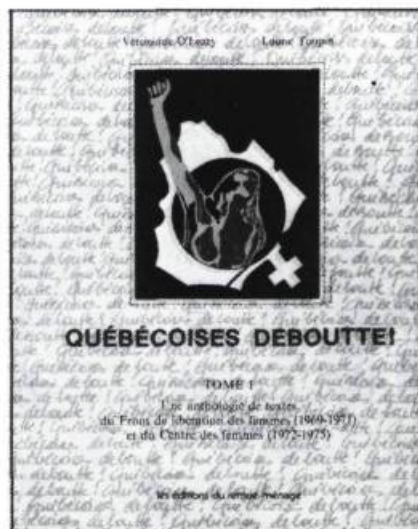
« Pour ne pas toujours repartir à zéro » : le premier sous-titre de l'introduction marque bien la visée de l'anthologie. Ne pas repartir à zéro, c'est d'abord savoir d'où l'on vient en établissant le bilan critique de ce qui a été. La jeune militante d'aujourd'hui, la féministe qui s'installe dans la carrière, pas plus que la majorité des hommes et des femmes conscientisés à la lutte sociale au Québec, ne connaissent vraiment le Front de libération des Femmes (le F.L.F.), et le Centre des Femmes. Tout au plus se rappelle-t-on quelques images : manifestation de femmes enchaînées dans les rues de Montréal pour protester contre le règlement anti-manifestation de Drapeau-Saulnier, irruption de sept jeunes femmes dans le box des jurés réservés aux hommes.

Un recul de quelques années brouille les souvenirs, laisse à d'autres qu'aux protagonistes de certaines actions le soin d'écrire l'histoire. L'introduction ne manque pas de souligner l'« amnésie des historiens » qui rayaient « les femmes de leur propre histoire » : ainsi l'*Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976)*, publié en 1979 par la C.S.N. et la C.E.Q., attribuée à un groupe de « militants syndicaux et progressistes » l'initiative d'oser défier le règlement Drapeau-Saulnier : pourtant les journaux de l'époque nous rappellent qu'une semaine auparavant 165

femmes furent arrêtées pour avoir défié le dit règlement. La même *Histoire du mouvement ouvrier*, oublie complètement le travail du comité féminin de la C.S.N. de 1953 à 1966. Si les protagonistes ne les relatent pas, les luttes féministes demeureront « balayées de l'histoire ». Il ne s'agit pas de tresser des couronnes ni de dresser des palmarès, mais d'évaluer l'étendue du terrain gagné par la lutte. Sinon, le Pouvoir pourra toujours nier l'utilité de toute lutte en prétendant que ce pourquoi les femmes se sont battues « se serait fait de toute façon ». Comme l'écrivait Christine Delphy, citée par les auteures, « si le système bouge de lui-même, lutter est aussi dérisoire que

courir à côté d'un tapis roulant : c'est s'essouffler pour arriver au même endroit, pour rien » (p. 11). Décrire les luttes de « nos soeurs du passé » pour en affirmer la nécessité et l'efficacité, pour ancrer les luttes actuelles dans une « tradition », pour leur donner une « légitimité ».

Une fois affirmée la lutte passée face au système, on peut alors poser la question : « Où allons-nous à partir d'ici ? » (p. 12). En donnant à connaître « les processus de réflexion collective » par lesquels ont été élaborées les « positions » défendues (p. 12), les auteures souhaitent contribuer — modestement — à donner un « second souffle » au mouvement féministe « affadi », plus réformiste que « subversif » (p. 18). Prenant conscience de « ce qui nourrit et déchire un mouvement » (p. 28), les militantes d'aujourd'hui oseront porter au grand jour les « débats larvés » qui les divisent, mais ne perdront plus d'énergie à recommencer les mêmes discussions sans profit pour l'action : « en ayant en tête certaines erreurs et certains acquis de notre passé récent, d'autres féministes continueront d'étayer davantage l'analyse de l'exploitation des femmes et des stratégies de lutte, afin de conjuguer nos énergies contre tous ceux qui exploitent les femmes au Québec » (p. 19).



L'anthologie reproduit divers textes susceptibles de faire connaître l'action du F.L.F. et du Centre des Femmes : le T.I. contient, outre une sélection du dossier de presse, des documents internes et des tracts, lettres et manifestes diffusés entre 1969 et 1975 ; le tome II comprendra l'édition intégrale du journal *Québécoises deboutte !* publié entre 1972 et 1975 par le Centre des Femmes. L'entreprise était plus complexe qu'il ne paraît à première vue. En effet, il ne s'agissait pas seulement de « boucher les trous » qu'une histoire écrite par d'autres laisse dans le tissu du passé collectif féminin, il fallait aussi lire le passé à partir d'un autre lieu de réflexion. Ce qui implique au départ une sélection et une manipulation différentes du « document » historique. M. de Certeau a montré dans *l'Écriture de l'histoire* (Gallimard, 1975, p. 84 sq.), à quel point la pratique historique est liée à l'origine « de nos Archives modernes » ; celles-ci « impliquent déjà, en effet, la combinaison d'un groupe (les « érudits »), de lieux (les « bibliothèques ») et de pratiques (de copiage, d'impression, de communication, de classement, etc.) » ; le « matériau » fétichisé comme un témoin immuable de la vérité ne sera en réalité que l'attestation par un objet linguistique d'une vision du monde et d'un besoin (« justification de groupes familiaux et politiques récents grâce à l'instauration de traditions, de lettres, de droits de propriété » . . . On voit d'ici le défi de toute histoire féministe : les lieux, pratiques et expériences historiques ont été instaurés ou élaborés par d'autres, à d'autres fins. Mentionnons encore que les auteures ont le « tort » de vouloir faire l'histoire d'un mouvement avant que les Archives officielles n'en aient digéré les « documents », ne les aient fichés, fumigés, classés, traités, microfilmés ; bref, rendus sérieux et utilisables quand l'histoire institutionnelle s'attaquera au féminisme québécois des années 1969-1975 . . . une fois que celui-ci ne semblera plus menaçant pour l'ordre régnant. Il en va de l'histoire des opprimés comme du folklore : celui-ci n'est jamais autant étudié, célébré, servi à toutes les sauces que quand il ne représente plus un ferment contestataire du pouvoir. Le Canada n'a-t-il pas cé-

"NOUS AURONS LES ENFANTS QUE NOUS VULONS"



THÉÂTRE DES CUISINES

Théâtre des Cuisines 1975

lébré récemment Louis Riel qu'il avait pendu en 1885 ?

Cette utilisation du document de première main n'est pas prétention à quelque irréfutable (et naïve) scientificité : elle signale des relais servant à étayer la conscience d'un vécu collectif qui nous sera toujours parcellaire. Les auteures, certes, rectifient les faits (la manifestation contre le règlement Drapeau-Saulnier, par exemple), mais elles visent moins les événements que les problèmes de la lutte féministe ; elles racontent moins le passé récent qu'elles ne lui posent un certain nombre de questions et tentent de frayer certaines pistes de lecture. Plutôt que de soutenir une explication causale (telle action en engendre une autre), le fil chronologique facilite l'exposé en fournissant un repère temporel. C'est que le lieu d'énonciation ici prétend se situer au cœur même de l'expérience féministe : l'histoire est d'abord là où nous avons conscience de l'avoir faite, nous militantes ou sympathisantes actives ; aucune voix extérieure ne saurait se substituer à la nôtre.

Lieu inconfortable s'il en est, au plan de la recherche, puisqu'on n'y jouit pas des moyens financiers ni du temps nécessaires à pratiquer une histoire différente. Ainsi, au hasard d'une note minuscule, (p. 8), on apprend que les auteures, ont travaillé à ce livre « entre » leurs « jobs », leurs « maladies », leurs « problèmes personnels », loin des sources documentaires et que, par conséquent, elles n'ont pu rassembler toute la documentation souhaitée ni approfondir leur réflexion. On pourrait encore noter qu'elles n'utilisent pas les

« sciences auxiliaires de l'histoire » (toute la quincaillerie statistico-électronique en particulier), qu'outre de ne pas appartenir à la confrérie, elles osent donner parfois pour seul point de repère leur souvenir : marques supplémentaires de leur marginalité et de leur « originalité » par rapport à l'histoire institutionnelle.

Telle position s'inscrit dans le vif d'une pratique et d'une épistémologie de l'histoire dont Michel de Certeau constituerait un bon exemple. Ce n'est pas un hasard si de Certeau, éditeur de texte lui aussi, a publié récemment en collaboration avec Luce Giard, Pierre Mayol et Marie Ferrier, deux volumes importants, *l'Invention du quotidien* (10/18, 1980) qui fait large place aux récits et aux « sites où la question des pratiques quotidiennes a été articulée ». Ce n'est pas un hasard non plus si l'ouvrage parle d'une « histoire muette » de ces pratiques et propose moins un traitement « fondamental » que « quelques chemins possibles pour des analyses encore à faire ». Cette parenté signalée, *l'Invention du quotidien* n'a aucune visée mobilisatrice ou stratégique : il cherche à montrer l'invention et « les ruses de la culture ordinaire » dans l'espace urbain, plus particulièrement dans la cuisine, « lieu d'empilement d'histoires multiples, mixte d'intelligence et de mémoire, combinatoire d'ingrédients, de recettes, d'opérations, mosaïque de contraintes, de décisions et d'improvisations. »

Dans les cinquante pages de l'avant-propos, agréablement quadrillées comme un cahier, les auteures se posent des questions quant à l'évolution actuelle du féminisme d'ici. Ces militantes des premières heures du « nouveau féminisme » des années 70 éprouvent de la difficulté à se situer sur l'échiquier actuel. De dangereux, subversif, provocant, le mouvement de lutte féministe semble donc dilué, vidé, coupé de ses racines, la révolution totale ayant glissé en féminisme réformiste . . . Dans l'analyse que les militantes-auteures s'efforcent de mener, deux acteurs du glissement apparaissent : le Conseil du Statut de la Femme et le P.Q. Elles dénoncent le féminisme « tout-sourire » du premier et son vocabulaire confus, la tendance à s'attaquer

aux effets de l'inégalité et non aux causes ; du second, le féminisme démagogique, les promesses non tenues, la « tromperie » de Lise Payette ne divulguant qu'après la campagne électorale les supercheries du parti quant au dossier de la condition féminine . . . Une grande partie des femmes, pensant leur destin en bonnes mains, se sont démobilisées ! Autre raison à « l'affadissement » du féminisme : les féministes « marxistes » elles-mêmes n'ont pas mené sérieusement les débats autour de l'oppression spécifique des femmes : le travail ménager. Est théorique au plan féministe tout discours « qui tente d'expliquer les causes et le fonctionnement, le pourquoi et le comment de l'oppression des femmes en général ou d'un de ses aspects particuliers ; c'est tout discours qui tente de tirer des conclusions politiques, qui propose une stratégie ou une tactique au mouvement féministe. »³ Le « gel » de la théorie n'est certainement pas imputable aux seules militantes⁴. Les auteurs du livre, à travers les itinéraires et les bilans critiques courageux du Front de libération des femmes (1969-1971) et du Centre des femmes (1972-1975) ont tenté de réperer leurs difficultés et leurs causes d'échec afin de réussir à transmettre leurs expériences, à ne pas recommencer les mêmes erreurs. Au nombre de ces « erreurs », l'énergie perdue par ces groupes à tendance marxiste en « chicanes idéologiques complètement stériles » : leurs camarades « marxistes-léninistes » ou de la ligue communiste les taxent « d'ennemies de la classe ouvrière », de « petites-bourgeoises contre-révolutionnaires », distillent des propos venimeux, les menaçant même de représailles physiques (p. 34-39)⁵ ; les féministes ont donc perdu, lors des multiples confrontations et justifications traumatisantes, des militantes, du temps et de la détermination pour étayer davantage une analyse anti-patriarcale de l'oppression spécifique des femmes. Ces divergences idéologiques contribueront à la scission en deux groupes opposés puis à l'effritement du F.L.F. et surtout, du C.D.F. La campagne électorale de 1970 agira aussi comme catalyseur et scindera les militantes du F.L.F. en deux : celles qui choisiront de rejoindre les rangs du P.Q. et celles qui préféreront « harce-

ler, sur la question des femmes, les candidats de tous les partis ». Dans le contexte politique international, les féministes se sentent « tiers-mondistes » et leur slogan « Pas de Québec libre sans libération des femmes mais pas de femmes libres sans libération du Québec », le rapprochement des signes F.L.Q. et F.L.F.Q., ainsi que leur séparation d'avec les femmes anglophones qui « peut sembler aujourd'hui aberrante », dénotent bien leur conscience politique. Leur interrogation « Est-on premièrement femme ou premièrement québécoise ? » divise encore . . .

Les femmes sentent la nécessité d'une analyse féministe démarquée des textes marxistes-léninistes et maoïstes qui circulaient surtout à ce moment-là, mais les livres leur permettant de nourrir une réflexion théorique profonde sont rares (cf. leurs livres de chevet, p. 40) d'où une absence de ligne politique claire, des confrontations mixtes et des tentatives de solidarité intergroupes frustrantes qui accentuent la fragilité, les incohérences internes du groupe, le manque de stratégies, et de types d'actions précis. « Le manque d'organisation nous oblige presque toujours à agir en réaction face à un problème ou à une manifestation. Jamais, jusqu'à maintenant, nous n'avons réussi à organiser une action à partir de notre propre situation et selon nos objectifs » (p. 78). Le primat de la formation théorique sur l'action, et inversement, est un ferment considérable des mésententes suicidaires des groupes. Devant l'ampleur des besoins des femmes, les groupes se scindent en cellules autonomes sans lien entre elles (malgré des bulletins de liaison) ; les énergies s'investissent dans trop de tâches, sans priorités claires, sans coordination . . . La « conception erronée du militantisme : 48h sur 24 », le sectarisme et le leadership exclusif d'un groupe qui se prenait pour l'avant-garde du féminisme révolutionnaire et qui assumait mal la relève (intégration et formation des nouvelles militantes), autant de facteurs qui hâtèrent la disparition de ce « mythe » qu'était le Centre des Femmes. Mythe, hautement symbolique par définition, chargé de trop d'espairs et de dissensions, de responsabilités et de tâches, mais qui, comme le phénix, renaît de ses cendres :

« Vive les groupes autonomes de femmes » (mars 1975)⁶.

Côté « bilan-acquis », les actions du comité « X action-choc », du F.L.F., vivement critiqué par les théoriciennes, restent cependant des détonateurs de conscience et des embrayeurs du Mouvement de libération des femmes⁷.

Dans une entrevue du 7 mars 1971 (p. 87) les femmes du F.L.F. disent que leurs stratégies tiennent « à l'élément de surprise qui désoriente. Nous ne craignons ni la prison ni les sentences d'outrage au tribunal. L'outrage, c'est de discriminer les femmes. Et les hommes s'en apercevront » :

- lorsque le Front commun des québécoises « exprimant, pour une fois le point de vue de la plus grande majorité silencieuse qui puisse exister au monde, celle des femmes » remet en question le rôle des femmes dans la vie politique en défiant la loi Drapeau-Saulnier le 29 nov. 1969.
- lorsque sept femmes du F.L.F. occupent le banc des jurés au cri de « discrimination », solidaires de Lise Balcer qui refuse en ces termes de témoigner au procès de Paul Rose : « Si les femmes, au Québec, n'ont pas le droit, dans une cour de justice, d'être jurées, pourquoi auraient-elles l'obligation d'être témoins devant cette même cour ? ». Elle dira aussi : « Ça n'a pris que deux heures pour passer la loi des mesures de guerre. Pourquoi cela prendrait-il une éternité pour adopter une mesure qui touche la moitié de la population du Québec ? » (p. 88). Les femmes écoperont dans ce cas d'un à deux mois de prison ! Lorsque le juge Nichols (pourtant favorable aux femmes-jurés) dit : « Vos motifs sont peut-être valables mais vous défendriez mieux les femmes par d'autres moyens », nous sommes enclins à trouver la détermination et l'action-choc des femmes plus efficaces : un mois plus tard la loi changeait ! Mais . . . Nicole Therrien, membre du F.L.F. et documentaliste à la C.S.N. verra son salaire coupé pendant son mois d'incarcération et devra le-

ver un grief contre la C.S.N. (cf. les extraits de sa plaidoirie, p. 90-91)⁸. Issu du Front commun des Québécoises, le F.L.F. met en pratique de nouveaux moyens de lutte, accélérant le règlement du conflit : dans la grève de l'usine de produits pharmaceutiques SQUIBB (janvier 1970) en incitant — les médecins à s'impliquer publiquement, à parler des maladies industrielles — les grévistes à envoyer leurs propres communiqués aux postes de radio ; un groupe de « théâtre-guerilla », montera une parodie sur les conditions de travail des employé(e)s⁹. Et, enfin, « finies les pages féminines des journaux québécois » avec « le seul journal féministe et socialiste au Québec » : *Québécoises deboutte!* (le premier numéro réalisé par le F.L.F., les neuf autres par le C.D.F.). Les féministes auront ainsi un instrument de parole, d'information et d'action.¹⁰ Les auteures nous donnent un aperçu de l'atmosphère difficile dans laquelle les femmes du C.D.F. ont dû travailler : le bilan de leurs activités janvier 72 — septembre 74 sera enlevé par la Police dès sa sortie de l'imprimerie lors d'une deuxième perquisition en moins de deux ans. Ce document devenait donc disponible sur micro-

films. Et « comme le P.Q., dès son arrivée au pouvoir, a fait un autodafé de tous les documents intéressants . . . » (p. 156). Sur la répression policière, les circonstances de la mort de Michèle Gauthier, sympathisante du F.L.F., lors de la manifestation de solidarité du 29 octobre 1971 en faveur des travailleurs — ses lock-outé(e)s du journal *la Presse*, sont éloquentes (p. 124-128).

Le 8 mars 1971 se fera autour de la lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits. À l'instar du droit de vote, l'avortement semble bien être le cheval de bataille du féminisme depuis les années 70. Les femmes du F.L.F. « n'anticipaient pas que cette lutte serait si longue ». L'analyse du « phénomène » de la lutte pour l'avortement toujours menée par les féministes, à l'inverse de la lutte pour les garderies, par exemple, reste à faire. La clinique et le comité de lutte pour l'avortement (service d'information et de référence sur l'avortement et la contraception) du Centre des femmes, sera perquisitionné en février 1973 ; la clinique appuiera le comité de défense Morgentaler à l'automne 1973 puis, redevenu autonome, finira par se fondre à la Coordination nationale pour l'avortement libre et gratuit (printemps 1978). Le Théâtre des Cuisines, instrument de lutte féministe, produira la pièce : *Nous aurons les enfants que nous voulons*. Quant à la clinique (CDF), les militantes, monopolisées par la pratique,

n'avaient pas le temps de faire le travail de conscientisation nécessaire : la clinique a donc davantage été perçue comme un service que comme un outil idéologique.

Créer une solidarité entre toutes les Québécoises « car c'est avec toutes les Québécoises que nous voulons agir, en prenant conscience que les problèmes personnels sont presque toujours des problèmes collectifs » (Été 1970)¹¹ semble malheureusement fort épisodique. Les tentatives de se lier aux femmes de la classe ouvrière et aux ménagères (femmes les plus exploitées) bien qu'une des priorités du F.L.F., s'avérera difficile¹². Les militantes qui s'impliqueront beaucoup dans les luttes de quartier, finiront par quitter les groupes féministes. Il est impossible de mener la lutte sur tous les fronts. Le C.A.F., comité de Cinéma-Animation-Formation du F.L.F. privilégiera d'ailleurs, à l'action dans les usines, celle dans les écoles secondaires en milieu populaire. En 1976, le Théâtre des Cuisines, par sa pièce *Maman travaille pas, a trop d'ouvrage*, sensibilisera des milliers de Québécoises à l'exploitation que constitue le travail ménager¹³. La lutte contre toutes les formes d'oppression et de discrimination¹⁴, toujours aiguës, doit se poursuivre. Mais *Québécoises deboutte!*, comme plusieurs bilans et enquêtes récents¹⁵, montre l'urgence pour les féministes des années 80 de préciser davantage leurs stratégies de lutte et de conjuguer leurs énergies : la coordination nationale des forces reste à faire. □

1. Tome I, les éditions du Remue-ménage, 1982, 212 p. Les mêmes éditeurs ont publié en 1980 une autre réédition importante, celle du journal féministe *Les têtes de pioche* qui parut de mars 1976 à juin 1979 ; l'ouvrage est préfacé par Armande Saint-Jean.
2. Christine Delphy, « Libération des femmes en dix », *Questions féministes*, n° 7, février 1980, p. 8. Citée par V. O'Leary et L. Toupin, à la p. 12.
3. *Questions féministes*, n° 7, nov. 1977, p. 3. Cité par V. O'Leary et L. Toupin, à la p. 18.
4. Stratégies et tactiques tireraient sans doute profit d'un relais Recherche-Action universitaire, institutionnelle, et groupes autonomes !
5. Le 28 février 1977, lors des Dix jours de réflexion sur 10 ans de lutte des femmes, organisés à l'Université de Montréal, des groupes « marxistes-léninistes » ont tenté d'empêcher les femmes d'aller écouter Evelyne Tshirart co-auteure avec Claudie et Jacques Broyelle du *Deuxième retour de Chine*, dans lequel elle étaye son « inquiétude » quant à la situation réelle des femmes en Chine.

6. Groupes autonomes : Viol-Secours, Wen-do, Maison des femmes, Centre de santé des femmes, etc.
7. Ces actions autonomes forceront, plus que toutes les justifications stériles, la considération des groupes marxistes !
8. Sur la condition des femmes dans les syndicats, lire l'article récent : *Les femmes et la C.S.N., Un syndicalisme macho et autoritaire* par le comité de la condition féminine de la C.S.N., dans *le Soleil* du 3 juin 1982, page A5. En France, le 22 avril 1982, le M.L.F. (Psychanalyse et Politique), fonde la première Confédération Syndicale des Femmes.
9. Le *Théâtre radical québécois* puis le *Théâtre des fonds de cour*. Des femmes du C.D.F. contribueront à la formation du *Théâtre des Cuisines*.
10. Dans les couvertures de Presse, elles sont : « Une envolée de vierges folles », « Sept femmes en furie », « Sorcières de Salem », « un commando de farouches militantes », « Lise Balcer, cette fille aux yeux fascinants » ; « le juge (. . .) est im-

11. Le thème du 8 mars 1981 sera : « La vie privée est politique ».
12. Le phénomène des Yvettes dénote cet échec, les frustrations, le manque de conscientisation et la récupération par le système de ces femmes isolées et dépendantes économiquement.
13. Parue en 1976 aux Éditions du remue-ménage.
14. Cf. le Dossier sur la situation des femmes au Québec : « Nous sommes exploitées : voici des chiffres ! » par le C.D.F. (printemps-été 1972, p. 178).
15. Entre autres : dossier « d'un 8 mars à l'autre . . . », dans *Marie Géographie, Écrits rebelles féministes et socialistes*, Québec, juin 1982, 20 p. ; Violette Brodeur, Suzanne G. Chartrand, Louise Corriveau, Béatrice Valay, *Le Mouvement des femmes au Québec. Étude des groupes montréalais et nationaux*, édition revue, augmentée et mise à jour, Montréal, Centre de formation populaire, 1982, 77 p.